

## **Cahier des charges administratives particulières (CCAP)**

### **Accord-cadre 25AC10**

**Numéro de la consultation :** Shom-25AC10

**Objet de la consultation :** Maintenance préventive et corrective des alimentations statiques sans interruption (onduleurs) sur le site du Shom à Brest.

# Sommaire

<b>1.</b>	<b>OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>2.</b>	<b>ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>4</b>
<b>3.</b>	<b>FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
<b>4.</b>	<b>DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>5.</b>	<b>LIEU D'EXECUTION .....</b>	<b>5</b>
<b>6.</b>	<b>DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>5</b>
<b>7.</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>5</b>
7.1	Représentation des parties .....	5
	Représentation de l'acheteur .....	5
	Représentation du titulaire.....	5
7.2	Conditions d'exécution.....	6
	Remplacement des intervenants.....	6
	Conditions d'accès des intervenants dans une base de la Défense.....	6
	Conditions de travail sur le site du Shom.....	6
	Emission et exécution des bons de commande (postes 2 et 3).....	7
7.3	Obligation du titulaire.....	8
	Obligation de conseil .....	8
	Obligation d'information.....	8
	Mesures de sécurité .....	8
7.4	Responsabilité du titulaire .....	8
7.5	Considérations sociales.....	8
7.6	Considérations environnementales.....	9
	Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES).....	9
	Impact environnemental lié à l'exécution de l'accord-cadre .....	9
7.7	Traitement de données à caractère personnel.....	9
7.8	Confidentialité et secret des affaires.....	10
7.9	Clause de réexamen .....	11
<b>8.</b>	<b>CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>12</b>
8.1	Poste 1 – Maintenance préventive.....	12
8.2	Postes 2 et 3 – Maintenance corrective et dépannages .....	12
<b>9.</b>	<b>GARANTIE.....</b>	<b>13</b>
<b>10.</b>	<b>PENALITES .....</b>	<b>13</b>
10.1	Pénalités liées à l'exécution des prestations .....	13
	Pénalités pour non-respect des délais d'intervention .....	13
	Plafonnement des pénalités liées à l'exécution des prestations .....	13
10.2	Pénalités liées aux obligations administratives.....	14
	Pénalités pour travail dissimulé.....	14
	Pénalités pour manquement à la déclaration d'un sous-traitant .....	14
	Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail .....	14
<b>11.</b>	<b>REGIME FINANCIER .....</b>	<b>15</b>
11.1	Forme et contenu des prix.....	15
11.2	Révision des prix .....	15
11.3	Avances .....	16
11.4	Modalités financières .....	16
	Répartition des paiements.....	16
	Retenue de garantie .....	16
	Nantissement et cession du contrat .....	16
	Intérêts moratoires .....	17
	Modalités de facturation .....	17
<b>12.</b>	<b>DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>18</b>

12.1	Echanges dématérialisés .....	18
12.2	Langue.....	18
12.3	Sous-traitance .....	19
12.4	Assurances.....	19
12.5	Autres obligations administratives.....	19
12.6	Résiliation .....	20
12.7	Exécution aux frais et risques du titulaire .....	21
12.8	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence .....	21
	Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.....	21
	Suspension à l'initiative de l'acheteur .....	22
	Prolongation du délai d'exécution des prestations.....	22
	Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée .....	23
	Indemnisation en cas d'annulation d'un bon de commande .....	23
	Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat .....	23
	Demandes indemnitaires.....	24
	Modalités de communications en cas de crise sanitaire .....	24
12.9	Différends.....	24
12.10	Litiges et contentieux .....	24
<b>13.</b>	<b>DEROGATIONS .....</b>	<b>25</b>

## 1. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la maintenance préventive et corrective des alimentations statiques sans interruption (onduleurs) sur le site du Shom à Brest.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services.

Code(s) CPV de la consultation :

- 50711000-2 - Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment ;
- 31155000-7 – Onduleurs.

## 2. Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

## 3. Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Le contrat est un accord-cadre composite, il comporte :

→ **une partie ferme qui démarre à compter de la date de notification de l'accord-cadre :**

Poste 1 – Maintenance préventive.

→ **une partie qui s'exécute par la passation de bons de commande :**

Poste 2 – Maintenance corrective ;

Poste 3 - Dépannages.

Le présent accord-cadre ne comporte pas de montant minimum, son montant maximum est de 142 900 euros HT pour sa durée potentielle de validité (48 mois).

## 4. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé pour une première période ferme de 24 mois à compter de sa date de notification.

Il pourra être reconduit de façon tacite deux fois pour une période de 12 mois, au titre des 48 mois de validité potentielle.

Pour le cas où le Shom ne souhaiterait pas reconduire l'accord-cadre, le titulaire en serait informé 3 mois avant la fin de la période en cours.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis au titre des postes 2 et 3 continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

## **5. Lieu d'exécution**

Pour l'ensemble des prestations, le titulaire intervient sur le site du Shom, 13 rue du Chatellier, 29200 Brest.

## **6. Documents contractuels**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière (Bordereau des prix) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (plan du site et plan de maintenance corrective) ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire (correspondant au mémoire technique dûment complété) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

## **7. Modalités d'exécution des prestations**

### **7.1 Représentation des parties**

#### **Représentation de l'acheteur**

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

#### **Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du contrat, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux indiqués au mémoire technique.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

## **7.2 Conditions d'exécution**

### **Remplacement des intervenants**

Pendant toute la durée d'exécution du contrat, le Shom se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

### **Conditions d'accès des intervenants dans une base de la Défense**

#### **- Accès du personnel étranger :**

L'accès du personnel étranger dans une enceinte militaire à l'intérieur de laquelle seront exécutées les prestations est soumis à une enquête préalable de sécurité. Cette enquête est déclenchée par une demande d'accès de la part du titulaire qui consiste à fournir à la personne responsable du contrat la copie du passeport et un formulaire de contrôle élémentaire renseigné (formulaire vierge transmis par le Shom), a minima deux semaines avant l'intervention.

#### **- Accès du personnel français :**

L'accès du personnel français dans une enceinte militaire à l'intérieur de laquelle seront exécutées les prestations est soumis à une enquête préalable de sécurité. Cette enquête est déclenchée par une demande d'accès de la part du titulaire qui consiste à fournir à la personne responsable du contrat la copie du passeport ou de la carte nationale d'identité a minima cinq jours ouvrés avant l'intervention.

### **Conditions de travail sur le site du Shom**

Le titulaire du présent contrat s'engage à respecter et à faire respecter toutes les consignes applicables sur le site du Shom. La plus grande correction et la plus grande réserve sont exigées. Les intervenants sont tenus à l'obligation de discrétion professionnelle et ne doivent révéler à quiconque les faits ou informations dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la prestation.

Les prestations exécutées dans les locaux du Shom doivent être réalisées aux heures d'ouverture de l'établissement.

Le titulaire est responsable de l'application scrupuleuse des règles d'hygiène et de sécurité du travail. Les intervenants doivent porter un insigne spécifique de leur entreprise et le badge remis par le Shom.

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire doit en informer l'assistant de prévention du Shom.

### Emission et exécution des bons de commande (postes 2 et 3)

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser la date certaine de réception. En cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception.

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

A défaut d'indication particulière du point de départ du délai d'exécution sur le bon de commande, le délai d'exécution court à compter de la date de notification du bon de commande.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro du bon de commande ;
- le numéro de l'accord cadre (25AC10) ;
- la désignation et la quantité des services commandés, par référence au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement ;
- le prix correspondant en € hors taxes (HT) ;
- le montant total du bon de commande en € HT.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine d'irrecevabilité.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence. Toute demande de report de délai doit impérativement être transmise au Shom avant la fin du délai d'exécution, par tout moyen permettant d'en accuser la date certaine de réception.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est

tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

### **7.3 Obligation du titulaire**

#### **Obligation de conseil**

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte). Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'une argumentation qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

#### **Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

#### **Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

### **7.4 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

### **7.5 Considérations sociales**

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.



## **7.6 Considérations environnementales**

### **Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)**

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat et sur toute sa durée, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité. Toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant d'accéder à ce document.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, le Shom engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encourage les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

### **Impact environnemental lié à l'exécution de l'accord-cadre**

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental dans le cadre de l'exécution de l'ensemble des prestations du présent accord-cadre.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations de maintenance est de la responsabilité du titulaire, pendant toute la durée de l'accord-cadre. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets, vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

## **7.7 Traitement de données à caractère personnel**

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des

personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le titulaire mettra en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles est effectué conformément au RGPD.

Le titulaire traitera les données pour les seules finalités qui font l'objet de l'accord-cadre.

Les personnes concernées pourront demander des informations sur le traitement de leurs données. Le titulaire s'engagera à donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire informera conjointement le délégué à la protection des données du Shom (dpd@shom.fr) et la CNIL, sans délai, de toute violation de données à caractère personnel conformément à l'article 33 du RGPD. Cette information sera complétée, sous 72h, via le téléservice de notification de violations de la CNIL.

## **7.8 Confidentialité et secret des affaires**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

En outre le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation par manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre pourra être prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil, de contrôle ou d'expertise, ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

## **7.9 Clause de réexamen**

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, une procédure de réexamen du présent contrat pourra être menée dans les hypothèses suivantes :

- en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du contrat ou à son équilibre financier ;
- en cas de modification du périmètre si la suppression ou l'ajout d'équipements intervenait dans le cadre d'opérations de travaux de réhabilitation ou de construction de bâtiments sur le site ;
- en cas de références mentionnées au bordereau des prix devenues obsolètes ou d'ajout de références, devenues nécessaires en cours d'exécution pour assurer l'ensemble des prestations de l'accord-cadre et notamment permettre le maintien en condition opérationnelle des alimentations statiques sans interruption (onduleurs) afin de garantir une distribution électrique sans coupure, conditionnant la continuité des activités du site et notamment le stockage de données ;
- en cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement le service ou l'organisation du service ;
- en cas de circonstance imprévisible dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre ;
- si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit au pouvoir adjudicateur, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles et mesurables.

Les conditions du présent accord-cadre pourront ainsi être réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution.

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

## **8. Constatation de l'exécution des prestations**

Les opérations de vérifications sont effectuées en application du CCAG de référence, sauf dérogations mentionnées ci-dessous.

A l'issue des opérations de vérification, le Shom prend les décisions d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet dont les termes sont définis ci-dessous :

- Admission : le Shom reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du contrat.
- Ajournement : le Shom estime que les prestations peuvent être reçues moyennant des mises au point et/ou des corrections à opérer par le titulaire. En cas d'ajournement, la décision transmise au titulaire précisera le délai qu'il devra respecter pour la mise au point des livrables concernés.
- Admission avec réfaction : le Shom estime que les prestations, sans entièrement satisfaire aux stipulations du contrat, peuvent être reçues en l'état. Dès lors, le Shom prend la décision motivée de réduire le montant des prestations à verser au titulaire proportionnellement à l'importance des imperfections constatées.
- Rejet : le Shom estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du contrat et ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction. Il notifie une décision motivée de rejet.

### **8.1 Poste 1 – Maintenance préventive**

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, la vérification de la prestation est effectuée par le Shom à l'issue de chaque visite en présence du représentant du titulaire.

Le Shom dispose d'un délai maximum de 15 jours à compter de la fourniture du compte-rendu d'intervention pour notifier sa décision.

### **8.2 Postes 2 et 3 – Maintenance corrective et dépannages**

Pour chaque bon de commande le Shom procède à la vérification des prestations et prononce sa décision dans un délai de 15 jours ouvrés après l'exécution de la prestation. L'admission des prestations interviendra conformément à l'article 30 du CCAG/FCS.

## **9. Garantie**

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

## **10. Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG de référence, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités s'appliquent sans aucun seuil d'exonération pour la globalité de l'accord-cadre.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

### **10.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations**

#### **Pénalités pour non-respect des délais d'intervention**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS les pénalités relatives aux délais d'interventions sont définies comme suit.

En cas de non-respect du délai d'intervention prioritaire (2 h - 24h/24), une pénalité forfaitaire de 300 euros sera appliquée. Cette pénalité sera augmentée de 150 euros par heure supplémentaire de retard.

En cas de non-respect du délai d'intervention normal (8 h - heures ouvrées), une pénalité de 150 euros par heure de retard sera appliquée.

En cas de non-respect du délai prioritaire de 48 h (24h/24) pour la mise en œuvre d'une solution palliative, une pénalité de 300 euros par heure de retard sera appliquée.

#### **Plafonnement des pénalités liées à l'exécution des prestations**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS le titulaire est redevable de la totalité des pénalités appliquées.

Le montant total des pénalités encourues est plafonné comme suit :

Poste 1 : 20 % du forfait de maintenance préventive par année ;

Postes 2 et 3 : 20 % de la valeur des prestations d'un bon de commande.

## **10.2 Pénalités liées aux obligations administratives**

### **Pénalités pour travail dissimulé**

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve, en précisant le délai à respecter pour produire cette preuve de régularisation.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 1 000 euros HT par semaine de retard.

### **Pénalités pour manquement à la déclaration d'un sous-traitant**

Pour toute absence de signalement d'un sous-traitant, il peut être fait application de plein droit et sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros HT.

### **Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail**

Le titulaire produit, tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Les pièces à fournir sont à minima les suivantes :

- Attestation annuelle de régularité fiscale au regard des obligations fiscales ;
- Déclarations de résultats et de TVA, Paiement de la TVA, paiement de l'impôt sur les sociétés ;
- Attestation de vigilance relative aux obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations et de fourniture des déclarations des candidats à une commande publique au moins égale à 5000 €, datant de moins de 6 mois ;
- Attestation d'assurance professionnelle (responsabilité civile) ;
- Liste nominative des salariés étrangers intervenant dans le cadre du présent contrat et soumis à autorisation de travail, en application de l'article D8254-2 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire : sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

A défaut le titulaire s'expose à l'application sans mise en demeure, d'une pénalité forfaitaire de 300 euros HT par semaine de retard à compter de la demande de régularisation émise par le Shom.

## 11. Régime financier

### 11.1 Forme et contenu des prix

Les prix forfaitaires et unitaires figurent dans le bordereau de prix de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des intervenants sur site ;
- les consommables divers nécessaires à l'exécution des prestations ;
- tous les frais annexes et les outils, équipements, matériels, appareils de mesures et de contrôles nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel ;
- toutes les charges fiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable.
- les frais de traitement, de recyclage ou de destruction des déchets liés aux prestations.

Précision concernant les pièces de rechange (du poste2 : maintenance corrective et du poste 3 : dépannages) :

Le titulaire produit pour la passation de chaque bon de commande concerné, le devis de son fournisseur.

### 11.2 Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont établis aux conditions économiques du mois m0 correspondant à la date de l'offre retenue pour l'attribution du contrat. Ils sont fermes pour une durée de 24 mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils pourront ensuite être révisés à chaque date anniversaire de l'accord-cadre.

En cas de demande de révision le titulaire doit communiquer au service des achats du Shom le nouveau bordereau des prix, 3 mois avant la date anniversaire de notification à l'adresse [sg-ach-all@shom.fr](mailto:sg-ach-all@shom.fr).

En l'absence de transmission d'un nouveau bordereau des prix 3 mois avant la date anniversaire de notification, la révision ne sera pas effectuée et le tarif de l'année précédente continue de s'appliquer.

Le prix d'un bon de commande est ferme et non révisable.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la facturation.

L'augmentation des prix est bornée par l'application au maximum de la formule de révision suivante :

$$Pr = P0 \times I / I0$$

Pr = Prix révisé

P0 = prix établi aux conditions économiques pour le mois de l'offre finale retenue pour l'accord-cadre.

I = indice du coût horaire du travail révisé -tous salariés – secteur industries mécaniques et électriques "ICTrev-TS-IME" identifiant 001565183 à la date de révision des prix, visible sur le site de l'INSEE (<http://www.insee.fr>).

I0 = indice du coût horaire du travail révisé – tous salariés – secteur des industries mécaniques et électriques "ICTrev-TS-IME" pour le mois de l'offre finale retenue pour l'accord-cadre.

- si le quatrième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, on arrondit au millième supérieur ;
- si le quatrième chiffre après la virgule est inférieur à 5, on arrondit au millième inférieur.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui doit, lors de sa demande, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul.

### **11.3 Avances**

Le présent accord-cadre ne donne pas lieu au paiement d'une avance.

### **11.4 Modalités financières**

#### **Répartition des paiements**

Pour le poste 1, le paiement du forfait de maintenance préventive intervient annuellement après admission de la prestation.

Pour les postes 2 et 3, le paiement de chaque bon de commande intervient à l'admission de la prestation.

#### **Retenue de garantie**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

#### **Nantissement et cession du contrat**

La partie ferme (poste 1 – Maintenance préventive) et les bons de commandes relatifs aux postes 2 et 3 peuvent être cédés ou nantis dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances.



### Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro de l'accord-cadre (25AC10) ;
- le numéro du bon de commande (pour les postes 2 et 3) ;
- la date et le numéro de la facture ;
- la dénomination et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET ;
- les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- la désignation des éléments facturés ;
- le montant hors TVA et TTC ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- les éventuels rabais, remises, ristournes ou escompte.

### Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants de la commande publique.

Les factures seront transmises selon le dispositif CPP 2019 à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr/> (code service exécutant : FACTURES\_FOURNISSEURS).

Dans le cadre de la sous-traitance, la plateforme CHORUS permet au sous-traitant d'enregistrer directement sa facture, la procédure à respecter est la suivante :

- Etape 1 : le sous-traitant doit transmettre sa demande de paiement dans Chorus Pro dans l'espace + Factures émises. Il doit identifier le titulaire dans le champ + Titulaire, et renseigner les informations demandées. En tant que sous-traitant celui-ci devra indiquer dans le cadre de facturation, le code A9. A9 = dépôt d'une facture par un sous-traitant.
- Etape 2 : Suite au dépôt de la facture, Chorus Pro va envoyer une notification par courriel au titulaire, l'informant que son sous-traitant a émis une facture en qualité de sous-traitant.
- Etape 3 : Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour valider la demande de paiement dans l'espace + Facture à valider, de Chorus Pro. En l'absence de validation par le titulaire dans le délai imparti, la validation est tacite. En cas de refus de validation par le titulaire, la facture sera néanmoins transmise au Shom qui pourra alors décider de traiter, suspendre ou rejeter la demande de paiement.
- Etape 4 : Une fois la validation de la facture effective (formelle ou tacite), le Shom reçoit dans l'espace + Facture reçues, la demande paiement.
- Etape 5 : Le règlement de la facture par le Shom reste inchangé.

Pour de plus amples renseignements, les informations complémentaires peuvent être consultées à l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr/>

## **12. Dispositions diverses**

### **12.1 Echanges dématérialisés**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du contrat) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Dans ce cadre le titulaire s'engage à s'assurer que les adresses électroniques communiquées lors de la notification de l'accord-cadre, restent valides jusqu'à la fin de validité du contrat.

### **12.2 Langue**

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française ou à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites durant l'exécution du contrat s'effectue en français.

### **12.3 Sous-traitance**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter au Shom son sous-traitant par le biais de la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 accessible en ligne à l'adresse suivante : [www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)) signée du titulaire et du sous-traitant.

Cet acte mentionne : la nature des prestations concernées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur dispose de 21 jours à compter de la remise de la déclaration de sous-traitance et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) pour rejeter la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique. Le paiement direct dès 600 euros TTC s'applique à tous les sous-traitants. Avant transmission de la facture, celle-ci doit être validée du titulaire.

### **12.4 Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au Shom en cas d'inexécution. Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du Shom ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au Shom ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre.

Il s'engage à remettre au Shom, sur simple demande écrite, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le Shom de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

### **12.5 Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;

- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail :

- l'attestation annuelle de régularité fiscale ;
- l'attestation de vigilance relative aux obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations et de fourniture des déclarations des candidats à une commande publique au moins égale à 5 000 €, datant de moins de 6 mois ;
- l'attestation d'assurance professionnelle (responsabilité civile) ;
- la liste nominative des éventuels salariés étrangers intervenant dans le cadre du présent contrat et soumis à autorisation de travail, en application de l'article d8254-2 du code du travail.

Ces documents sont déposés et régulièrement mis à jour par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

Si le titulaire recourt, en cours d'exécution de l'accord-cadre, à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

## **12.6 Résiliation**

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre et/ou les bons de commande peuvent être résiliés conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

### **12.7 Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

### **12.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en oeuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

### **Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire**

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du contrat initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations

ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

### Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence, relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

### Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations

dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

### Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

### Indemnisation en cas d'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

### Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas

d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques. Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

### Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 55.2) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

### Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les séances de formation ou les éventuelles réunions prévues en présentiel peuvent être remplacées par des séances à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

#### **12.9 Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par l'article R.2197 du code de la commande publique relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends.

Le comité consultatif compétent est constitué des médiateurs délégués régionaux, accessibles sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>.

#### **12.10 Litiges et contentieux**

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif auquel est rattaché le domicile de la personne publique (tribunal administratif de Rennes).



### 13. Dérogations

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG/FCS.

Article du présent CCAP	Article du CCAG /FCS	Objet
8.1	28	Constatation de l'exécution
10	14	Pénalités
12.6	42	Résiliation